

Coronavirus: enquête auprès des membres sur le certificat et la situation commerciale

Evaluation de l'enquête auprès des membres de GastroSuisse (du 6 au 11 octobre 2021)

15 octobre 2021

GASTRO  **SUISSE**

Données de l'enquête du 6 au 11 octobre 2021

Sujet: enquête sur l'impact de l'extension du certificat obligatoire et la situation commerciale actuelle.

Population: membres de GastroSuisse

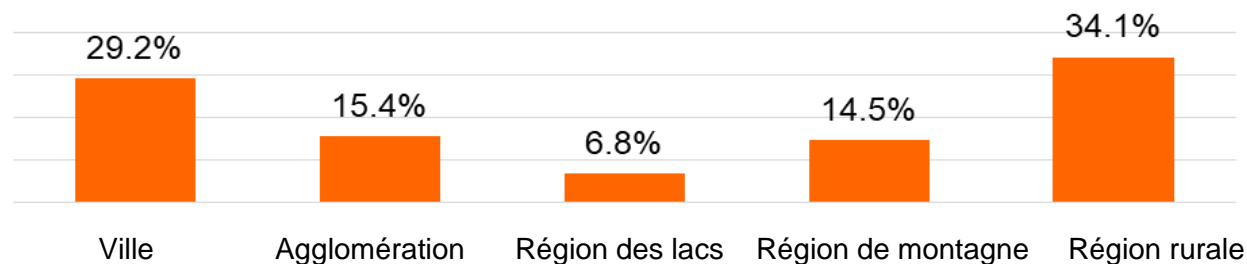
Période de référence: exercice 2021, focus sur septembre 2021

Réalisation: du mercredi 6 octobre 2021 (24h00) au lundi 11 octobre 2021 (24h00)

Collecte des données: enquête en ligne

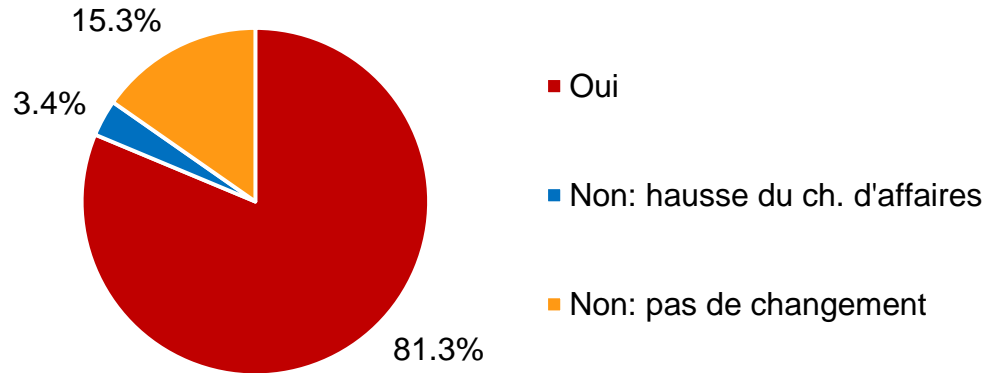
Taille de l'échantillon: n= 2337

L'échantillon représente tous les 26 cantons, les catégories d'établissement et les régions dans l'hôtellerie-restauration.



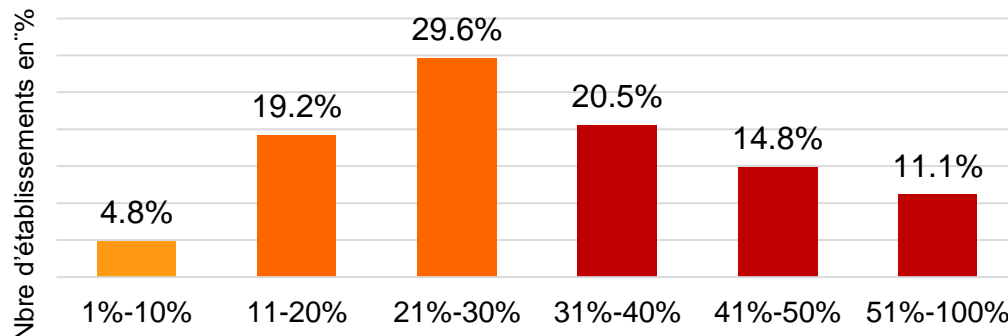
Pertes de chiffre d'affaires depuis l'extension du certificat obligatoire

Baisse du chiffre d'affaires depuis le 13 septembre en raison de l'extension du certificat obligatoire par rapport à début septembre?



- Plus de 8 entreprises sur 10 (81,3%) déclarent avoir subi une perte de chiffre d'affaires depuis début septembre en raison de l'extension du certificat obligatoire.
- 3,4% des entreprises interrogées déclarent que l'extension du certificat obligatoire a entraîné une hausse du chiffre d'affaires.
- La perte moyenne de chiffre d'affaires en Suisse - selon les entreprises - est de 27,6%.

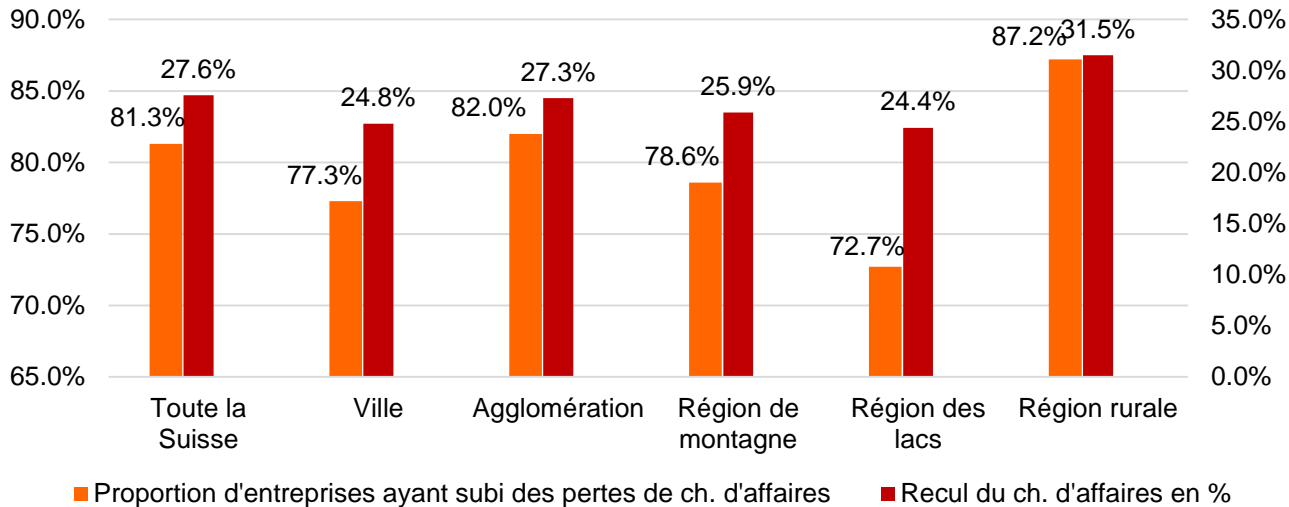
Montant des pertes de chiffre d'affaires en pourcentage



- Près de la moitié des entreprises ayant connu une baisse du chiffre d'affaires (46,4%) affichent un recul de plus de 30%.

Les régions rurales sont les plus touchées

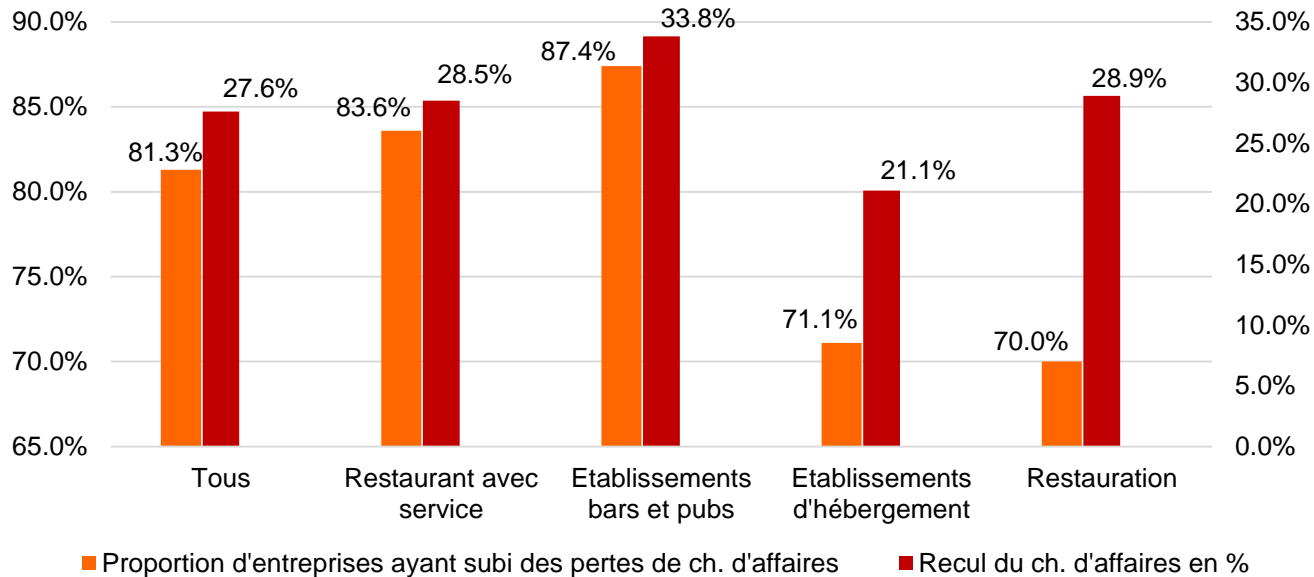
Entreprises avec pertes de chiffre d'affaires par région
(Proportion et recul)



- Ce sont surtout les entreprises des régions rurales (87,2%) qui ont subi des pertes de chiffre d'affaires depuis le début du mois de septembre.
- Les entreprises des régions rurales affichent également la plus forte baisse du chiffre d'affaires (31,5%).
- Les villes et les régions des lacs souffrent un peu moins de l'extension du certificat obligatoire que les autres zones d'implantation.

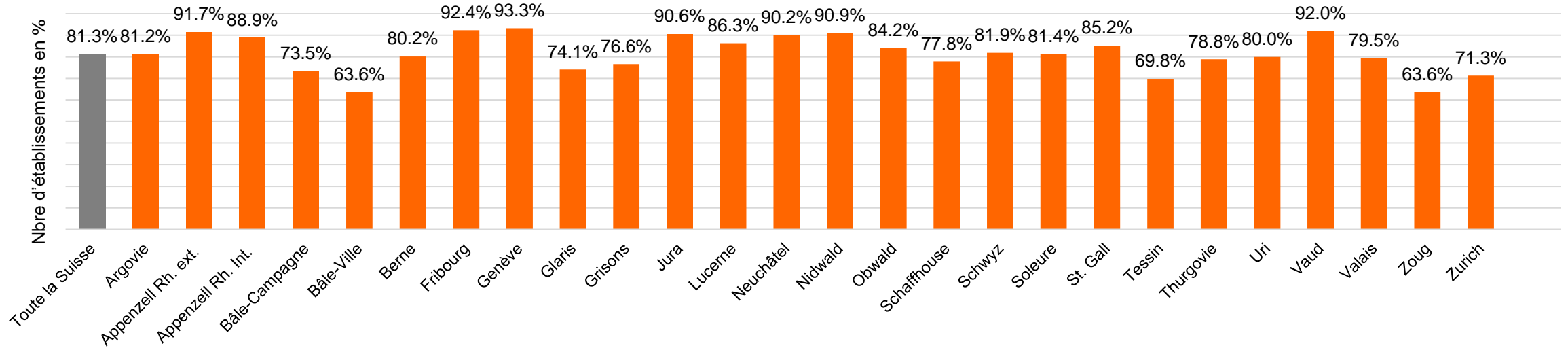
Les pubs sont les plus touchés

Entreprises avec pertes de chiffre d'affaires par cat. d'établissement
(Proportion et recul)

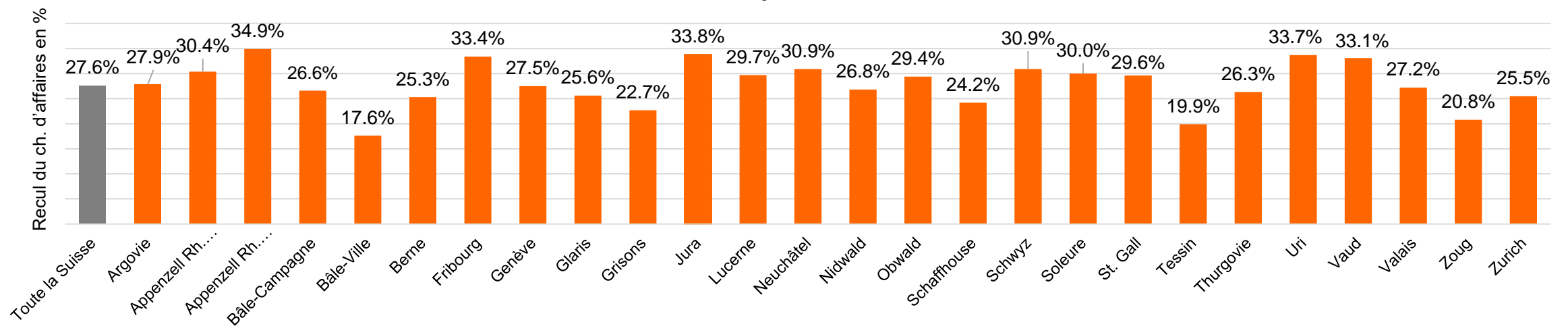


- Les catégories bars et pubs (87,4%) et établissements de restauration avec service (83,6%) sont les plus touchées par les pertes de chiffre d'affaires.
- Les bars et les pubs souffrent plus que la moyenne, avec un recul de 33,8% de leur chiffre d'affaires.
- Les restaurants avec service affichent également une baisse du chiffre d'affaires supérieure à la moyenne, soit 28,5%.
- Les établissements d'hébergement sont moins touchés.

Proportion d'établissements ayant enregistré une baisse de leur ch. d'affaires par rapport au début du mois de septembre par canton



Montant de la perte de ch. d'affaires par rapport à début du mois septembre par canton



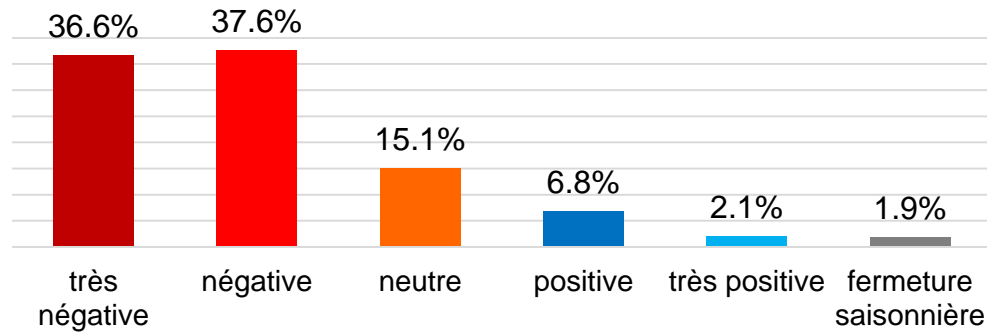
Classification: pourquoi le Monitoring Consumption Switzerland arrive-t-il à des conclusions différentes?

Concernant le Monitoring Consumption Switzerland

- Il existe des différences relativement importantes entre les paiements par carte de crédit et par carte de débit. Cela indique que différentes sources de référence ont été mélangées. Les paiements par carte de crédit ne sont pas représentatifs.
- Les données sur les cartes de crédit et de débit n'ont pas été pondérées en fonction de l'utilisation proportionnelle des moyens de paiement.
- Le Monitoring Consumption Switzerland ne fait pas de distinction entre les différents sous-secteurs, tels que les Take Away, les services de livraison, les restaurants ou les bars.
- Les paiements en espèces n'ont pas été pris en compte. Depuis l'apparition de la pandémie, on assiste à une évolution vers les paiements par carte. La baisse du chiffre d'affaires est plus faible quand on ne compare que les paiements par carte entre eux au cours du temps.
- Les transactions enregistrées ne représentent qu'une fraction du chiffre d'affaires. La marge d'erreur à prévoir est d'autant plus grande.
- En outre, dans les régions rurales gravement affectées, les gens paient en cash beaucoup plus que dans les villes et les agglomérations.

Sombres perspectives en raison de l'extension du certificat obligatoire

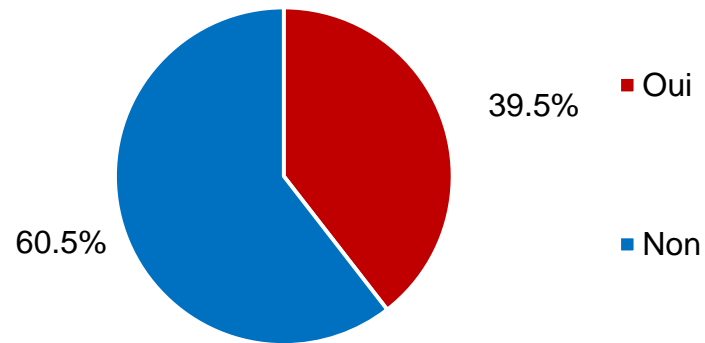
Evolution des affaires jusqu'en janvier 2022 si l'extension du certificat obligatoire est maintenue.



- Trois entreprises interrogées sur quatre (74,2%) évaluent l'évolution des affaires comme négative à très négative si le certificat obligatoire est maintenu jusqu'en janvier 2022.
- Moins de 10% des entreprises (8,9%) s'attendent au moins à une évolution positive des affaires.

Les entreprises restent dépendantes de la RHT

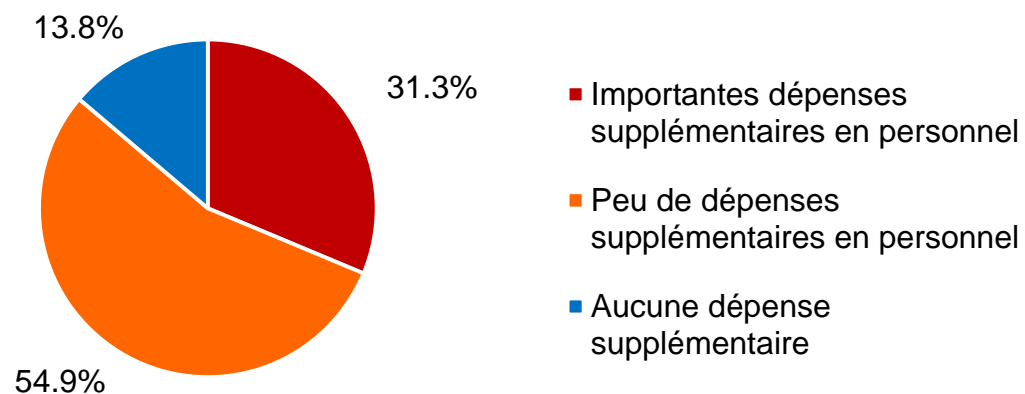
Réduction de l'horaire de travail en raison du certificat obligatoire?



- Près de 40% des entreprises (39,5%) ont dû maintenir des collaborateurs en RHT en raison de l'extension du certificat obligatoire.

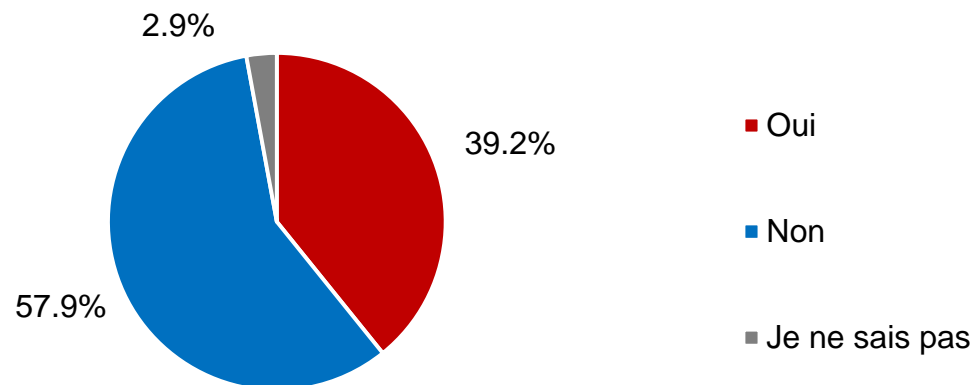
Le contrôle du certificat obligatoire entraîne un surcroît de dépenses considérable

Dépenses supplémentaires pour le contrôle des certificats



- Près d'un tiers des établissements interrogés (31,3%) déclarent que le contrôle du certificat obligatoire entraîne une dépense supplémentaire en personnel.

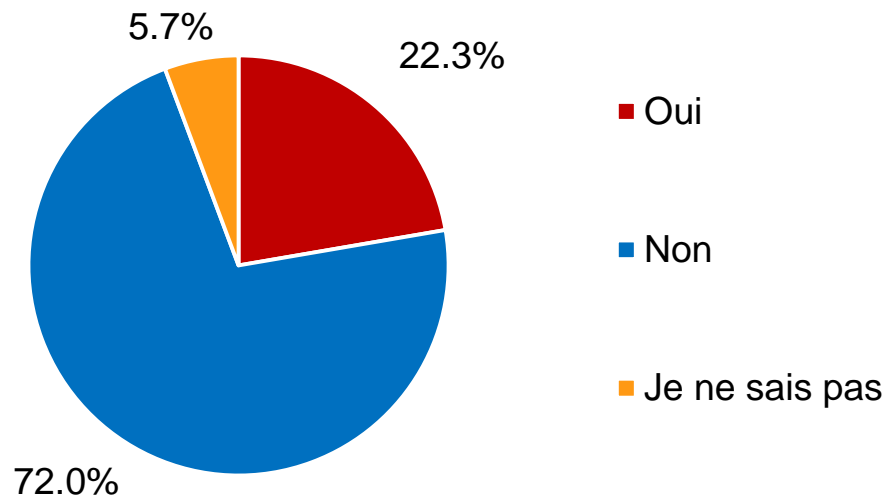
Conflits critiques entre clients et collaborateurs?



- En outre, dans 4 établissements sur 10 (39,2%), il y a déjà eu des conflits et critiques entre clients et collaborateurs lors de la vérification des certificats.

Les entreprises suisses respectent l'obligation de certificat

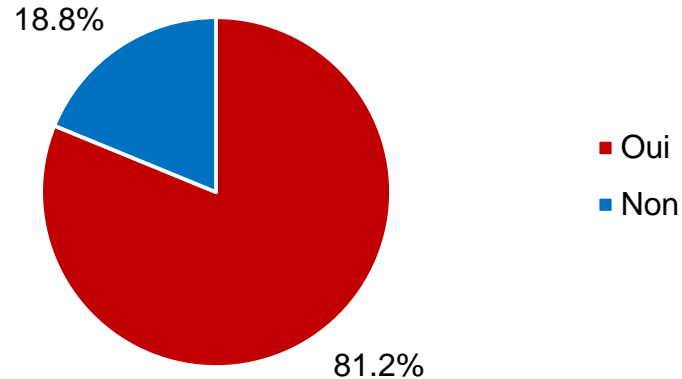
Votre entreprise a-t-elle été inspectée par les autorités cantonales compétentes pour vérifier le respect de l'obligation du certificat?



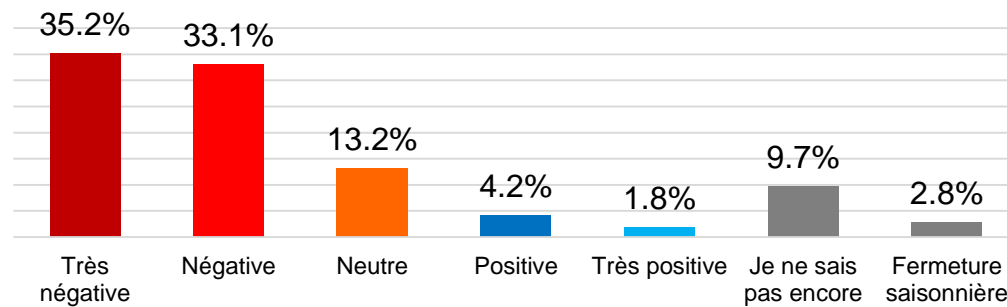
- Plus d'une exploitation sur cinq (22,3%) a déjà fait l'objet d'une inspection par les autorités cantonales compétentes pour vérifier le respect de l'obligation de certificat.
- Seuls environ 5% de ces établissements inspectés (5,7%) ont commis des erreurs. Dans un cas, l'établissement a été fermé pour cette raison.

Une vague d'annulations frappe l'hôtellerie-restauration

La disponibilité de votre entreprise a-t-elle changé en raison du certificat obligatoire?

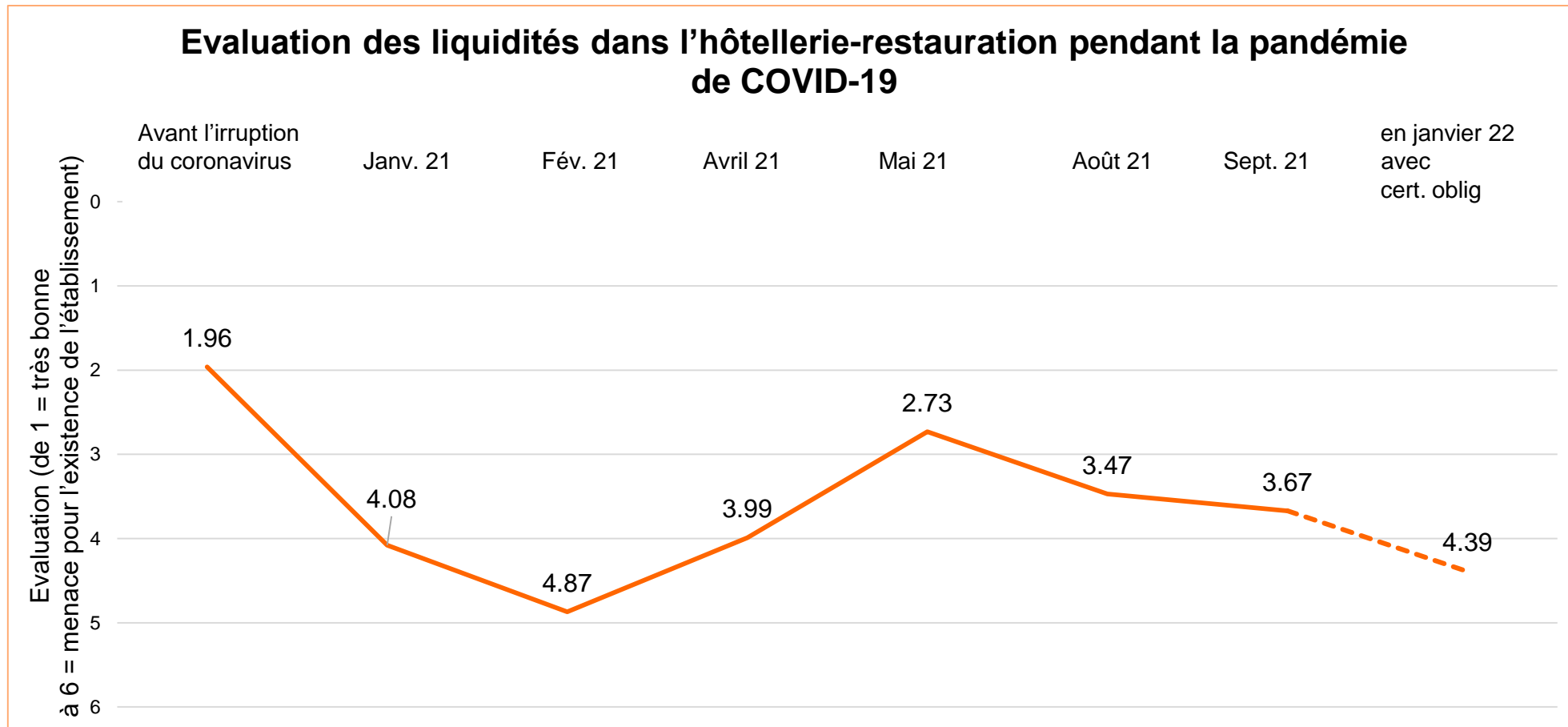


Evaluation de l'extension du certificat obligatoire aux affaires de Noël



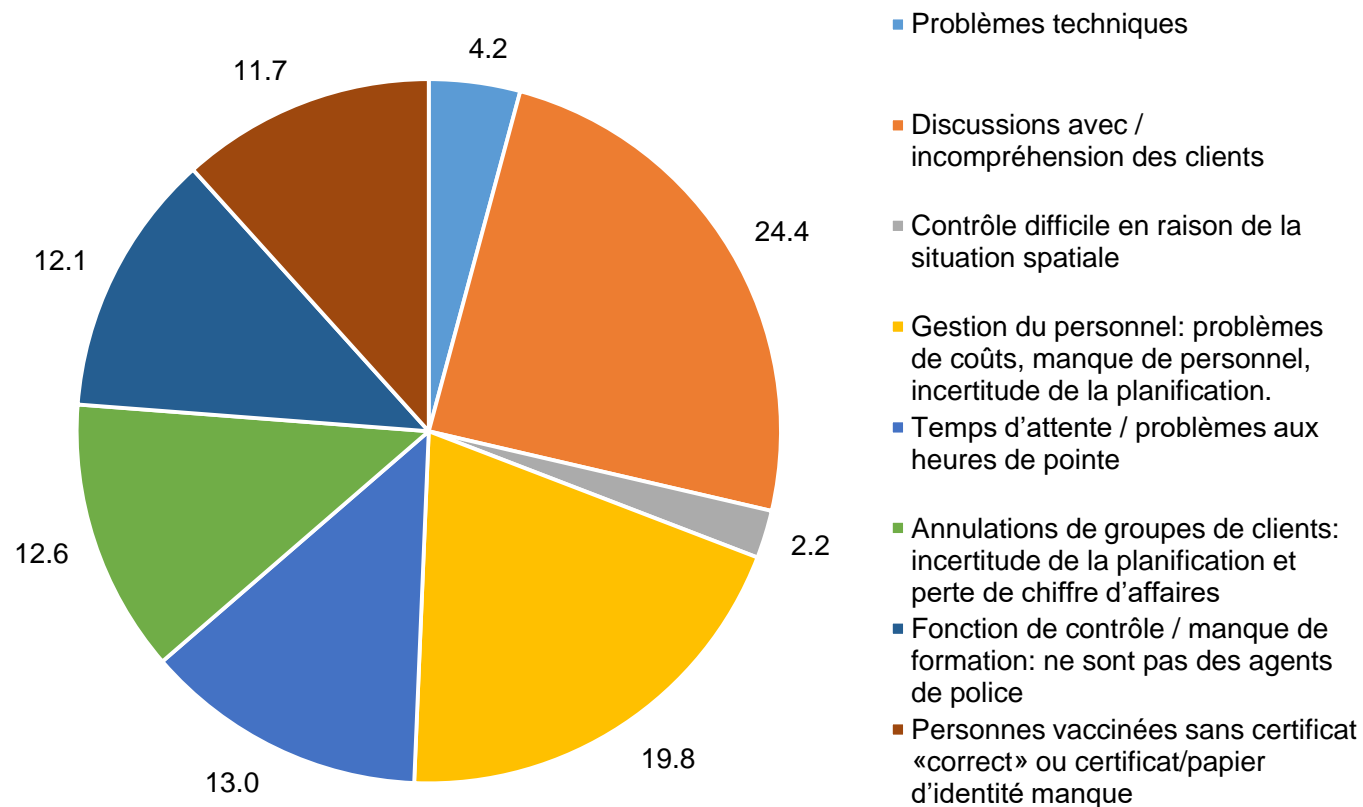
- Environ la moitié des entreprises interrogées (47,7%) ont remarqué un déplacement de la demande vers certaines périodes (par exemple, les week-ends ou les soirées).
- Plus de 80% des établissements interrogés (81,2%) déclarent que leur disponibilité a changé en raison du certificat obligatoire.
- Plus de 75% des participants à l'enquête (78,6%) ont enregistré une augmentation des annulations des réservations de banquets ou de chambres d'hôtel depuis l'extension du certificat obligatoire. Dans moins de 5% des cas (4,4 %), il y a eu une hausse des réservations.
- Les affaires de Noël sont également affectées. Près de 70% des entreprises (68,3%) s'attendent à ce que les affaires de Noël soient mauvaises, voire très mauvaises en raison du certificat obligatoire.

Les liquidités sont déjà de nouveau en baisse et seraient évaluées en moyenne comme mauvaises à très mauvaises en janvier 22.



Le manque de compréhension de la part des clients, le manque de personnel et les heures de pointe rendent difficile la mise en œuvre du certificat obligatoire

Quels problèmes de mise en œuvre rencontrez-vous, le cas échéant?



- Un quart des établissements qui signalent des problèmes de mise en œuvre spécifiques se plaignent de devoir beaucoup discuter avec les clients.
- De nombreux restaurateurs n'ont pas le temps, car ils doivent travailler avec un personnel réduit (19,8%). Ainsi, 13% des établissements indiquent qu'ils n'arrivent pas à suivre aux heures de pointe ou que les clients doivent attendre.
- Autre problème: l'augmentation des annulations (spontanées) de grands groupes de clients (12,6%), surtout en ce qui concerne les affaires de Noël.
- 12,1% des retours font référence à la nouvelle tâche de contrôle. Ils rappellent que le personnel de service n'est pas agents de sécurité.
- 11,7% des réponses font référence à la situation où les clients ne présentent pas un certificat approprié.